



#54 - mars 2018

Résister!

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

MACRON FONCE ...



ON BLOQUE !

Participation

La participation
est librement
fixée par le
lecteur. Le prix
de revient de ce
numéro est de
1,00 €

CONCERTATION

page 6

CONSTERNATION

page 9

CONSTIPATION

page 10

BIS REPETITA ...

Depuis la fin du XIX^e siècle, le service public des PTT assurait une égalité de traitement à tous les citoyens. Il s'organisait en deux branches. Celui des services postaux : la distribution du courrier, les services financiers, les bureaux de poste, les services communs (administration, télégraphe, services sociaux, garages, ateliers, etc.). Celui des télécommunications : l'entretien et la construction des lignes, les centraux téléphoniques, les services commerciaux, la recherche-développement, la facturation, etc.

Avec ses 17 000 bureaux, La Poste assurait un maillage de proximité des territoires et une qualité de service appréciée (distribution du courrier à J + 1, par exemple). Le facteur était le seul représentant de l'Etat habilité à passer au quotidien dans tous les foyers, qu'ils soient agglutinés en centre ville ou isolés sur les crêtes vosgiennes. En 2005, l'effectif de La Poste comptait 280 000 fonctionnaires. En 2015, ils n'étaient plus que 220 000. En dix ans seulement, ce sont 60 000 emplois qui ont été supprimés, soit une moyenne de 6 000 par an... l'équivalent à deux fermetures d'usines comme Pompey par an !



Jusqu'aux années soixante-dix, la France connaissait un retard à l'allumage pour développer et démocratiser l'usage du téléphone, par rapport à la majorité des pays industrialisés. L'armée, l'industrie, la classe bourgeoise et les bureaux de poste étaient quasiment les seuls à exploiter un faible réseau interurbain. Puis ce fut le grand boum. L'Etat investit dans le réseau, recrute massivement, développe la formation et la recherche. En quelques années, France Télécom se place dans l'avant-garde. L'invention du Minitel, dans les années quatre-vingt, et la perspective de son développement à l'international amèneront Bill Clinton et les USA à

lancer les autoroutes de l'information : l'Internet, et ainsi à supplanter le Minitel français. Malgré cela, l'Etat engrange les bénéfices colossaux de France Telecom. Ils serviront à épouser la dette du Crédit Lyonnais, à combler le déficit de La Poste, à financer l'informatique dans les écoles et à lancer le programme spatial Ariane. Aujourd'hui, ce sont les actionnaires qui se partagent la manne. Les effectifs grimperont jusqu'à 160 000 fonctionnaires dans les années quatre-vingt-dix. En 2017, l'opérateur historique France Telecom, devenu Orange, ne compte plus que 96 000 salariés. La purge se poursuit puisqu'il est prévu 30 000 départs d'ici 2020 !

Aujourd'hui, on assiste à une dégradation générale : fermetures d'établissements, réseaux vétustes, conditions de travail dégradées, qualité de service en chute libre, dépressions et suicides... Comment en est-on arrivé là ?

En 1988, François Mitterrand nomme Michel Rocard à la tête d'un « gouvernement d'ouverture ». Ce dernier se revendique réformiste et anticomuniste, et s'autogratifie de « nouvelle gauche », que nous qualifierons aujourd'hui d'antichambre au libéralisme. Son ministre des PTT, Paul Quilès, commande un rapport à Hubert Prévot, en conclusion d'un grand débat public sur « *la nécessaire et indispensable évolution* » du service public des PTT. Sous un vernis de démocratie, il s'agissait en fait de valider la mise en place de deux entreprises autonomes, sous le fallacieux argument que la nature de leur activité était trop différente. Bouffonnerie puisque aujourd'hui la Banque postale vend du téléphone (SFR) et qu'Orange se lance dans le bancaire (Orange Bank) ! La stratégie de réforme était assez habile. Il s'agissait de rassurer tous les employés en leur conservant leur statut... enfin aux seuls agents en place. Une requalification des grades et la mise en place de nouvelles primes, améliorant légèrement les salaires des agents et davantage celui des cadres, individualisaient les comportements et éloignaient d'autant tout mouvement social d'ampleur. Cette rupture, partagée par la CFDT et le MEDEF, devait être la meilleure façon de « *pérenniser le service public* » ! Il s'agissait aussi de préparer les deux entreprises dans la perspective de l'ouverture à la concurrence imposée par l'union européenne. Les associations de consommateurs se réjouissaient également et par avance des bienfaits de la concurrence pour les usagers devenus clients ! « *Cette réforme sera un rempart contre la privatisation !* » : cette affirmation péremptoire a été prononcée dans les années quatre-vingt-dix par le secrétaire général de la CFDT PTT, à la suite du rapport Prévot.

Nul doute qu'au concours national des farces et attrapes, la CFDT de Nicole Notat, le MEDEF, le gouvernement de « gauche » Mitterrand-Rocard et les associations de consommateurs se seraient disputé la première place !

En effet, vingt ans plus tard, comme c'est trop souvent le cas en politique, aucun bilan n'a été tiré et aucune clause de sauvegarde n'a été ni prévue ni envisagée. Le résultat de cette « *indispensable* » réforme est à mourir de rire tant la farce est grossière. Pour le Personnel, en sus des 60 000 suppressions d'emploi, ce fut l'apparition d'un nouveau management à l'américaine, puisque ce sont des multinationales des USA, comme Proudfoot ou Andersen Consulting, qui sont venues dans tous les établissements enseigner la « bonne parole ». Après cette inoculation fort coûteuse, les conséquences sur les agents n'ont pas tardé : stress permanent, objectifs inatteignables, services commerciaux à la hausse, restructurations continues, mobilités forcées, changements de métier imposés... qui se traduisirent par un tsunami de dépressions et des suicides criminels... dont les « responsables » ne sont toujours pas passés en justice. Le risque est faible qu'ils encourgent de lourdes peines, puisque le système libéral n'y a pas intérêt.

Soyons objectifs, il y a eu des gagnants à cette privatisation. En premier, les dirigeants et actionnaires des opérateurs de téléphonie qui, en spoliant un réseau financé par les contribuables et en revendant une partie importante d'un patrimoine immobilier public, se sont enrichis et s'enrichissent encore en peu de temps et sans autres efforts que de s'assurer que leurs fortunes continuent à progresser quels que soient les moyens utilisés. Plus surprenant, ce sont aussi les associations de consommateurs qui connaissent une affluence d'adhésions, tant les réclamations de services ou de facturations dans le domaine des télécommunications sont importantes, au point d'en être devenues l'activité la plus contestée par les consommateurs.

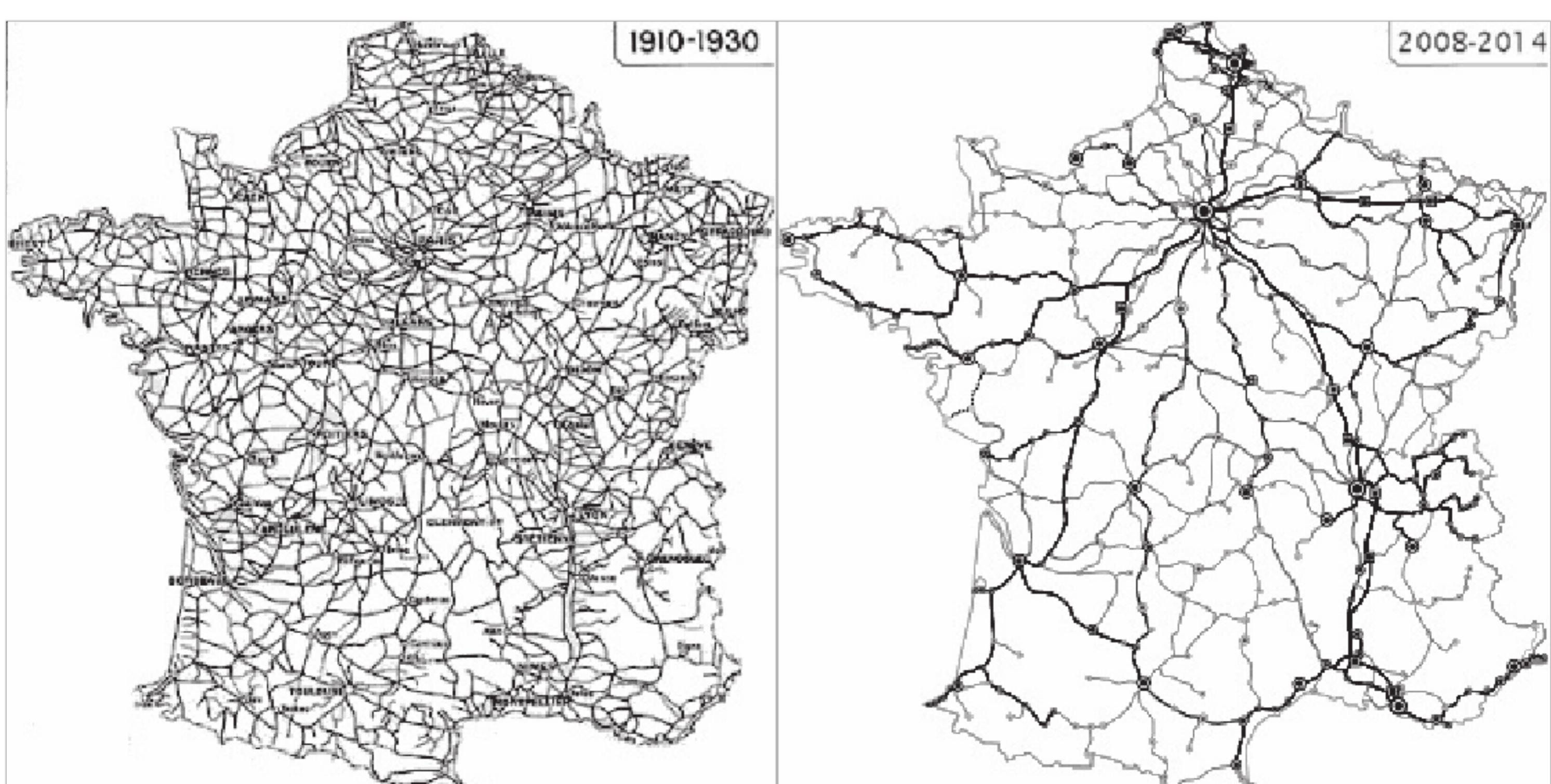
Ce rapide et non exhaustif bilan de la privatisation de l'ancestral service public des PTT ne sera jamais fait. Les quelques membres de cette secte internationale capitaliste, qui décident seuls de l'avenir du monde, verrouillent tous les comptes, étouffent toutes idées d'intérêt général, s'autoproclament grands gagnants de

la lutte des classes. Toutes idées ou actions de remise en cause sont aussitôt taxées d'arriérées, de nostalgiques d'un temps révolu, y compris et trop souvent par celles et ceux qui sont victimes de ces évolutions, de ces réformes « inévitables » !

Le jeune président de la République, en digne fils de famille, ne fait rien d'autre que d'utiliser les mêmes ficelles dont se sont servis ses aînés pour serrer davantage le cou des services publics... jusqu'à ce que mort s'ensuive ! Il n'est donc pas surprenant d'entendre les mêmes remarques, les mêmes arguments et les mêmes décisions pour casser la SNCF. Demain, n'en doutons pas, ce sera le tour des écoles, des hôpitaux, de la justice, etc. La polémique sur les ordonnances pour dénoncer l'arbitraire du gouvernement n'est-elle pas qu'un écran de fumée ? Pour la casse des PTT, il y a eu un grand débat public, une très large concertation et au final une loi votée par la majorité parlementaire pour le résultat que l'on sait. Il serait juste et démocratiquement nécessaire de consulter le peuple pour savoir s'il est d'accord pour abandonner aux mains de quelques intérêts privés ce bien public qui lui appartient. Ne rêvons pas, aucun détenteur de pouvoir électif, et encore moins ce gouvernement, n'y songe un instant tant il est convaincu soit de détenir la vérité, soit d'être convaincu de faire le bonheur des gens malgré eux, soit encore il se pense maître du monde qui l'entoure ou plutôt qu'il domine ! Pour ces gens-là, le récent référendum suisse sur le devenir de l'audiovisuel n'est pas de nature osée !

Bis repetita non placent ! Ordonnances ou pas, la défense du service public ferroviaire ne saurait être le combat que des seuls cheminots. C'est à nous, citoyennes et citoyens, qu'il revient le devoir d'entrer en résistance, de nous opposer à l'annexion de l'intérêt général par quelques dictateurs politico-économiques, collabos des riches !

Léon De Riel R



Parcoursup, la sélection En Marche !

À première vue, le nouveau dispositif censé remplacer APB dès cette année pour orienter les futurs bachelier·es vers les études post-bac est plutôt opaque. Quand on le regarde plus attentivement, il est carrément dangereux.

Mis en place alors qu'il instaure la sélection et que le principe n'en a pas été voté par le Parlement, Parcoursup est un dispositif hors-la-loi. Cela n'a pas empêché le gouvernement et les rectorats d'en appuyer la mise en œuvre, et par ricochet, les directions d'établissements scolaires et les présidences d'universités (pourtant supposées autonomes...). De haut en bas, la machine descend finalement vers les usager·es : lycéen·nes aidé·es par leur professeur principal à un bout, équipes pédagogiques et responsables de diplômes universitaires à l'autre.

en principe l'accès aux études supérieures. Une fois le bac en poche, on doit pouvoir toujours s'inscrire dans la licence universitaire de son choix, quitte à se tromper et prendre le temps de trouver sa voie, quitte à reprendre les études après quelques années d'interruption. Évidemment, il ne faut pas se voiler la face et prétendre que le système actuel est égalitaire : il reste profondément inégalitaire, il suffit pour le voir de consulter les statistiques sur l'origine sociale des étudiant·es, qui sort après une licence, qui après un master, etc. Il faudrait l'améliorer, mieux conseiller les futurs bachelier·es sur la réalité des filières où ils et elles envisagent de poursuivre leurs études. Mais ce n'est pas ce que fait Parcoursup : Parcoursup organise la sélection.

Comment cela fonctionne-t-il ? Du côté des lycéen·nes, 10 vœux doivent être formulés, non classés, éventuellement décomposés en sous-vœux (20 maximum en tout). Les élèves doivent motiver chacun de leurs vœux en rédigeant un paragraphe de 1 500 signes. Rédiger 10 lettres de motivation, même courtes, à 17 ou 18 ans, rien de tel pour forger un certain état d'esprit : il s'agit d'apprendre à *bien se vendre*.

Ensuite le chef d'établissement appose un avis « *sur la capacité de l'élève à réussir dans la formation demandée* », en se fondant sur les résultats de l'élève et sur différentes données. Tout d'abord les professeurs doivent *pour chacun des vœux* donner leur avis sur l'élève. Et comme cela ne suffit pas, les professeurs principaux doivent aussi renseigner quatre items dans la « fiche Avenir » de l'élève : « Méthode de travail », « Autonomie », « Capacité à s'investir dans le travail », et... « Engagement, esprit d'initiative ». Le descriptif de ce dernier item par le ministère est édifiant : « *participation aux instances du lycée, délégué, tutorat, participation à la vie associative du lycée ou en dehors, activités bénévoles ou de volontaires (sic), stage en entreprise, dans des administrations ou associations pendant les vacances, période de mobilité à l'étranger, etc.* ». On imagine que d'avoir participé à des manifestations contre la réforme du Bac ou au blocage de son lycée ne sera pas vraiment considéré comme un engagement à valoriser... À l'inverse, chaque jeune sera incité·e à organiser sa vie dès la sortie du collège pour coller à l'évaluation de ce « savoir être », le moindre engagement étant monnayable sur sa fiche



La sélection après le bac n'est pas une nouveauté. On ne compte plus les BTS, IUT, CPGE, écoles diverses et variées qui recrutent sur dossier après le bac. Ces filières se sont tant et si bien développées ces dernières décennies que les licences à l'université ou la Paces font figure de derniers des Mohicans. Mais le principe de ces dernières est clair : le baccalauréat est le premier grade universitaire, ce qui signifie qu'il ouvre

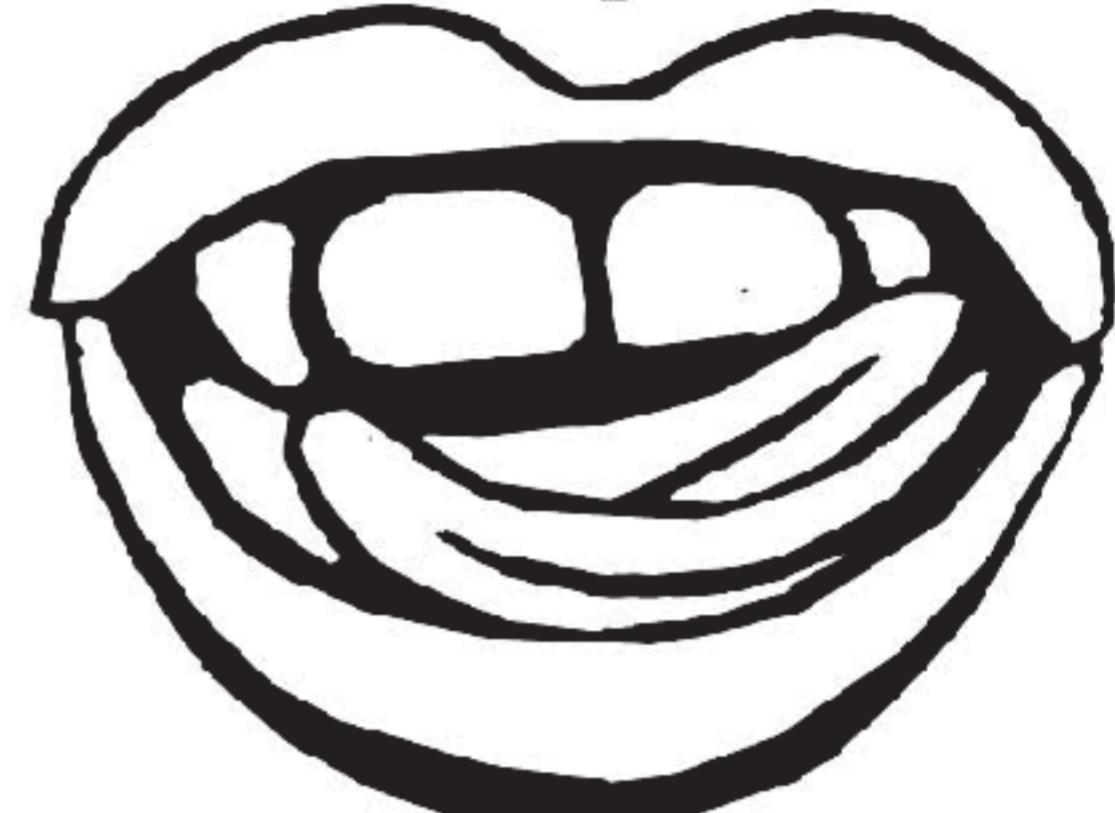
Avenir au moment de passer le bac !

À l'autre bout de la chaîne, les universités ont été invitées à fixer des capacités d'accueil selon les diplômes. Ces capacités sont transformées en « *nombre de places offertes sur la plateforme* ». L'idée n'est pas de considérer que s'il y a une demande en hausse pour telle discipline, on pourrait ajuster l'offre et augmenter les capacités d'accueil (les salles, les moyens, les personnels), mais exactement l'inverse. C'est tout le génie de ce dispositif pour gérer le goulot d'étranglement prévu depuis des années avec le pic de naissances de l'an 2000 : 22 000 places supplémentaires seront ouvertes à la rentrée 2018 pour 40 000 étudiants de plus qu'à la rentrée 2017. La stratégie consiste donc à éliminer le surplus d'étudiant·es.

Une fois les capacités d'accueil fixées, les équipes pédagogiques des licences vont recevoir des centaines de dossiers, voire des milliers selon les disciplines, avec l'obligation de les classer. On imagine le travail réjouissant consistant à lire les lettres de motivation, les commentaires des professeurs, des professeurs principaux et ceux des proviseurs... pour chaque dossier. Pour quoi faire ? Les premiers, disons les 200 premiers si les capacités d'accueil sont fixées à 200, seront notifiés d'un « Oui », et les suivants seront mis « En attente ». Éventuellement, si le cursus paraît peu adapté, un « Oui si » viendra remplacer le « Oui » en conditionnant l'inscription de l'étudiant·e à l'acceptation d'une procédure d'accompagnement spécifique (tutorat, cours de soutien, etc.). Quoi qu'il en soit, les dossiers qui ne seront pas classés parmi les premiers se retrouveront « En attente ». Une fois que les premiers, celles et ceux reçus avec des « Oui », auront fait leurs choix, donc en partie en renonçant à telle ou telle licence pour les dossiers qui auront reçu plusieurs « Oui », les places se libéreront et les dossiers « En attente » passeront en « Oui » (ou « Oui si »). Et ce manège va durer tout l'été, avec une accélération : les premier·es classé·es auront une semaine pour confirmer leurs choix fin mai, les dernier·es quelques jours voire 24 heures à la fin de l'été.

En pratique, les élèves issu·es des bacs S des lycées de centre-ville auront en proportion beaucoup de « Oui » et pourront faire leurs choix parmi (presque) tous leurs vœux. Ils et elles seront ainsi prioritaires pour aller à l'université. Les élèves issu·es de bac STI ou de bac pro parce qu'en 3e on les a envoyé·es là et qui voudraient aller à la fac se retrouveront « En attente » : ils auront juste un « Oui » pour le BTS de leur branche, même si cette branche les emmerde

PARCOURSUP/LOI ORE **SELECTION LYCEES/FACS**



LE GOUVERNEMENT

depuis des années. Ils sont entrés dans la zone de relégation, qu'ils y restent. Ces élèves passeront donc systématiquement après tout le monde.

Parcoursup est un dispositif qui organise le tri sélectif et qui renforce les mécanismes de reproduction sociale, donc les inégalités. Les lycéen·nes devront avoir un projet d'études supérieures abouti avant d'avoir passé le bac, si possible dans la continuité de l'orientation qu'on aura choisie pour elles et eux depuis le collège, et apprendre très jeunes à faire leur autopromotion. C'est une transformation radicale de la manière de vivre ses années lycée.

L'université était jusqu'ici supposée être un service public, destiné à accueillir, à former et émanciper toute personne, française ou étrangère, titulaire d'un baccalauréat. Depuis des années elle fonctionne avec des budgets drastiquement réduits, des suppressions de postes ou des postes « gelés », de plus en plus de salarié·es précaires, des conditions de travail dégradées. La sélection n'est pas un remède, c'est une étape supplémentaire dans sa détérioration et vers sa liquidation.

R

Concertation

Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) est un document de planification permettant de coordonner les politiques publiques sur un espace donné. Le Grand Nancy a lancé cette procédure au mitan de l'année 2015. Une première phase de concertation avec les habitant-e-s s'est déroulée en 2016, puis des réunions publiques et des « *ateliers de coproduction avec la société civile* », fin 2017. D'autres réunions publiques viendront, ainsi qu'une exposition, avant que le bilan de la concertation et que le projet de PLUi ne soient arrêtés, fin 2018. Une enquête publique suivra, avant approbation par la gent politique.

Le PLUi prend en compte l'ensemble des activités humaines et des conditions de vie : habitat, déplacement, commerce, distractions, environnement, etc. Il décrit pour chaque zone les dispositions réglementaires applicables, notamment en matière de construction, d'aménagement, d'équipement et d'espaces naturels. Il permet d'éviter le n'importe quoi urbanistique, qui défigure les paysages et fracture la société. C'est dire son importance dans le quotidien des gens. Pourtant, peut-on vraiment dire que le sujet est en débat sur la place publique, depuis deux ans que la procédure a été lancée ? Combien de Grand-Nancéien-ne-s en ont simplement entendu parler ? Un rapide sondage autour de vous vous permettra de comprendre la nature du problème.

Le 24 janvier dernier, c'était au tour de la Ville de Nancy d'organiser une réunion publique de concertation. N'importe qui pouvait s'inscrire, bien que les membres des conseils citoyens (comités de quartier) fussent particulièrement visés par l'invitation. C'est ainsi qu'environ 150 personnes se sont retrouvées dans les grands salons de l'hôtel de ville, regroupées à 10 par table, sur lesquelles étaient placées trois cartes géographiques de Nancy et du Grand Nancy, une collection de feutres et des gommettes. Le matériel mis à la disposition du public marquait à l'évidence une intention très ferme de le faire participer à un projet d'élaboration sophistiqué.

La puissance invitante avait convoqué la crème des élu-e-s du Grand Nancy, comme Valérie Debord, ainsi que des chargé-e-s de mission de Scalen (Agence de développe-

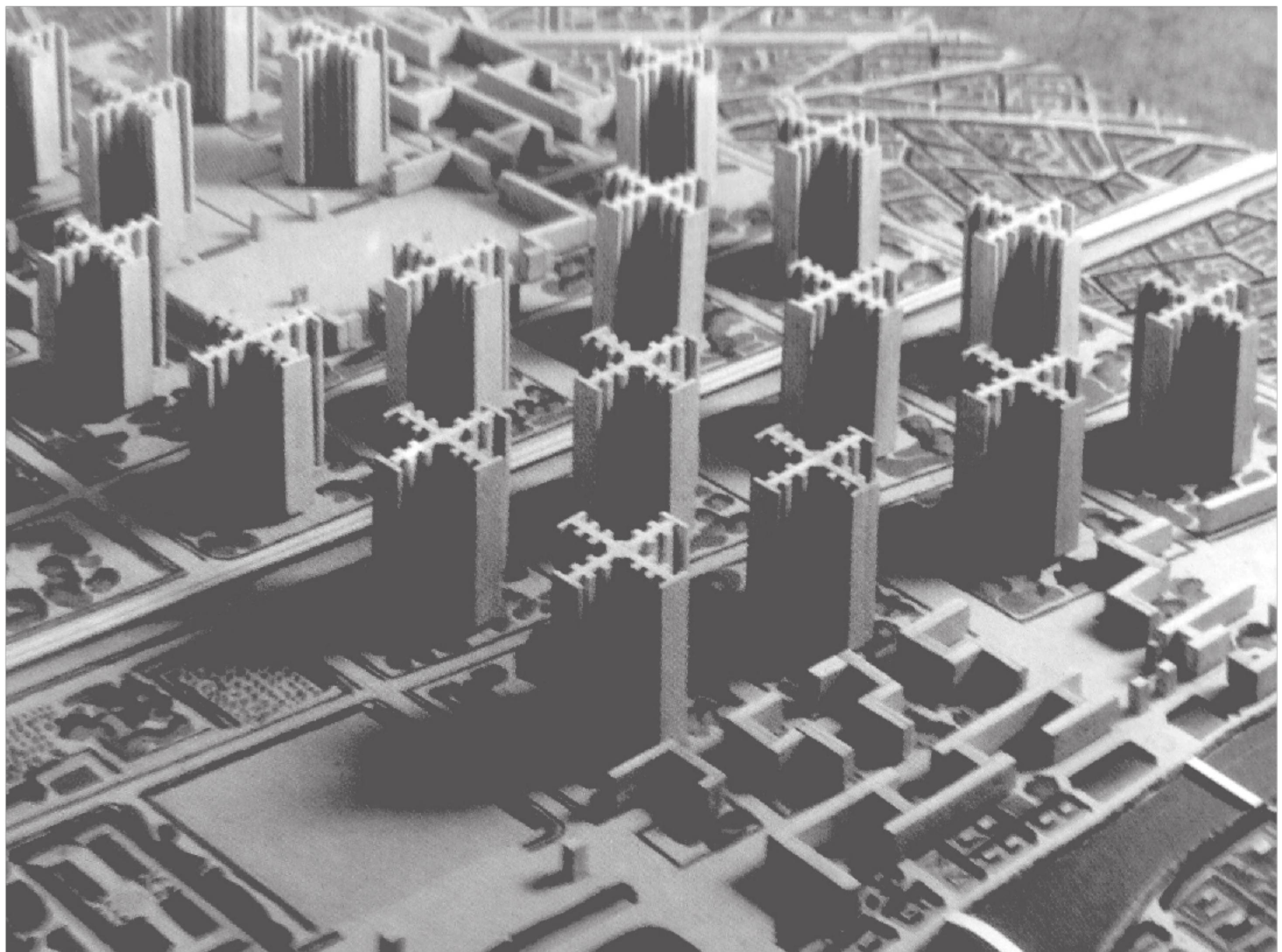
ment des territoires Nancy Sud Lorraine – ex-ADUAN), pour animer la soirée. Dans leurs discours liminaires, les politiques ont insisté sur l'importance de cette phase de concertation : rien ne serait fait sans le consentement des citoyen-ne-s, il leur appartenait de définir ensemble la ville de demain, les élu-e-s et les technicien-ne-s n'étant là que pour écouter les avis et prendre note des propositions, tout investi-e-s d'être les serviteurs zélés de la démocratie participative.

La réunion se partageait entre des présentations et des séances de travail de groupe.

Après un premier exposé sur la définition du PLUi et son calendrier, les participant-e-s furent invité-e-s à dessiner sur la carte du Grand Nancy trois espaces qui leur paraissaient privilégiés. Pourquoi ce nombre impératif de trois ? Nul n'a pu répondre à ma question. Disons qu'il faut peut-être ne pas être trop exigeant : et si le nombre d'*« espaces privilégiés »* était inférieur à trois ? Bon, évidemment, beaucoup auront mentionné la Pépinière ou le parc Sainte-Marie, qui ne risquent pas grand-chose, à part subir des tempêtes ravageuses.

Une fois ce rude travail de groupe accompli, il fallut re-faire l'opération sur la carte de Nancy, en précisant cette fois-ci quels étaient les espaces naturels à protéger, sans limite quantitative. Et nous voilà, avec nos feutres de couleur, à entourer quelques endroits qu'il nous semblait nécessaire de protéger. Les trois minutes dévolues à cet exercice se sont avérées malheureusement insuffisantes. Trop d'espaces nécessitaient qu'on se penchât sur eux : coteaux, berges, jardins, cœurs





d'îlots, voies ferrées aliénées, herbes folles, arbres penchés, nids de cigognes, etc. Bref, tout ce que la puissance publique s'acharne à détruire depuis des décennies pour favoriser les affaires des promoteurs immobiliers et autres bétonneurs, en fait, de tous ceux qui transforment le vert en gris.

Cet intéressant atelier était suivi d'une présentation des enjeux du PLUi dans le domaine de l'environnement. Il était question de « *préserver le cadre de vie, le patrimoine et les grands paysages* », d'*« affirmer l'identité « verte » et « patrimoniale » du Grand Nancy »*, d'*« adapter le développement de la métropole aux risques et aux nuisances »*, d'*« assurer la préservation et la mise en valeur de la biodiversité au sein de la trame verte et bleue »*, de *« favoriser la présence de l'eau dans la ville et poursuivre la gestion intégrée des eaux pluviales »*. Tout un programme. Je fus éberlué par la capacité du Grand Nancy de définir des enjeux environnementaux aussi ambitieux, alors que mes collègues et moi venions tout juste de finir de barbouiller le plan mis à notre disposition pour définir les zones à protéger. Cela prouvait que la concertation avait du bon, qu'elle était efficace et que, contrairement à ce que disent les

mauvaises langues, dans le Grand Nancy, l'avis de Monsieur ou Madame Lambda est vraiment écouté.

Le deuxième atelier fut tout aussi intéressant. Mes congénères et moi, nous fûmes invité-e-s à préciser sur un plan du Grand Nancy et à l'aide de gommette de différentes couleurs nos lieux de résidence, de travail, d'achat et de loisirs. Pas toujours facile de se repérer sur une carte. Avec l'usage du GPS, les bonnes pratiques se perdent. Il faut vraiment être un aménageur ou un urbaniste pour pratiquer la politique du zonage et du mitage sans pâturage. À force de ne voir le monde que par avion, les technocrates ont conduit à l'usage prééminent de la préposition « sur » en lieu et place de « à » : « Je vais sur Nancy » au lieu de « je vais à Nancy ». Quoi qu'il en soit, le résultat de cet exercice studieux fut une jolie carte recouverte d'une bonne cinquantaine de gommettes, plus ou moins regroupées au centre de la ville, ce qui ne paraît pas très étonnant. Que pourrait-on

D
i
c
o
E
B
C

en tirer ? Difficile à dire. Peut-être constater que les gens qui s'étaient déplacés à l'hôtel de ville ne venaient pas de perpète. Les habitant-e-s du centre-ville de Nancy ont bien de la chance de vivre à proximité des lieux de décision.

La présentation suivante portait sur l'économie, le commerce et les équipements métropolitains. Un architecte vint nous présenter quelques solutions audacieuses dans le périmètre du secteur sauvegardé, comme l'érection d'ascenseurs communs à plusieurs bâtiments anciens. Un urbanisme vanta la nécessité de partager l'espace public, notamment pour éviter tout extrémisme anti-voitures. Où l'on s'apercevait qu'avant cette concertation, d'autres avaient planché sur ces vastes sujets. À moins qu'il ne fût tenu compte, d'ores et déjà, de nos gommettes, placées ça et là... En tout cas, les enjeux étaient d'une précision redoutable : « *produire une offre de logements suffisante et diversifiée pour répondre aux besoins de tous* », « *renforcer les équilibres résidentiels et la mixité sociale* », « *poursuivre la réhabilitation des grands quartiers HLM* », « *retrouver une réelle attractivité pour le parc de logements existant* », « *accompagner la reconquête des surfaces vacantes en centre-ville* », entre autres. Comment avait-on pu deviner à ce point mes aspirations profondes ? De la pure magie ou de la science divinatoire.

La suite fut consacrée à deux questionnaires individuels et anonymes. Le premier sur la « *ville des proximités* ». Je dus indiquer dans quel quartier j'habitais, quelles étaient mes habitudes de consommation et mes moyens de déplacement les plus fréquents, notamment pour aller faire mes courses. Il suffisait pour moi de répondre avec les *items* « *toujours* », « *régulièrement* », « *occasionnellement* » ou « *jamais* ». À un moment, je craignis une atteinte à ma vie privée, mais bon, là, il s'agit quand même d'élaborer le PLUi, ce qui justifie quelques sacrifices personnels, voire de l'abnégation. Quand on n'a rien à cacher, c'est bien connu...

Le deuxième questionnaire, tout aussi anonyme, avait pour sujet « *la qualité et la convivialité des espaces urbains* ». Je devais révéler quel quartier, selon moi, correspondait le mieux à un cadre de vie agréable. Il m'était même possible de préciser pourquoi : « *l'identité du quartier* », « *la qualité des logements* », « *la présence ou la proximité d'espaces de nature* », etc. Je pouvais aussi indiquer quel était le quartier qui correspondait le moins « *à mes attentes en matière de cadre de vie* ». Pourvu que ce ne soit pas celui où j'habite... Par discrétion, je n'écrirai pas ici mes réponses argumentées à ce questionnaire passionnant. Chacun-e aura son idée sur le sujet. Mais, je reste perplexe sur l'exploitation des réponses. Qu'est-ce que la puissance

publique va bien pouvoir en tirer ? Que la place Stanislas, c'est joli ? Que la future place Simone-Veil, c'est moche ? Par parenthèse, m'est avis qu'attribuer le nom de Simone Veil à la place la plus moche de Nancy constitue un acte patenté d'antisémitisme.

Quelques bémols véniables à mon très sincère enthousiasme. Les documents étaient projetés dans deux angles de la salle, mais assez loin et vite pour qu'on ne puisse pas tout lire. Les cartes surchargées, les graphiques sans légende, le mélange entre constats, enjeux, objectifs, donnait une impression de bouillabaisse technocratique. L'expérience montrait aussi que nous ne sommes pas tou-te-s aussi expert-e-s que ça pour lire des cartes et s'y repérer. Enfin, il était désagréable d'entendre les orateurs continuer à parler au micro, pour commenter les diaporamas projetés, alors que nous nous livrions à des exercices ultracomplexes.

Cette intéressante soirée fut conclue par le discours impressionnant et improvisé de Monsieur le maire de Nancy, Laurent Hénart, à peine rentré dans sa bonne ville par le train de Paris – c'est un homme important, m'a-t-on dit, il lui arrive même de monter à la capitale. Il sut nous rappeler, avec des mots extrêmement bien choisis et pesés, l'importance de la démarche participative mise en œuvre par la Ville – la seule vraie démocratie qui vaille. Après des applaudissements nourris, et mérités, le ventre creux et la tête pleine, je rentrai chez moi avec le sentiment du devoir accompli, imbu de l'importance que la collectivité avait marquée à mon endroit.

Piéro

R

Comment faire un cocktail molotov ?

1° Préparation du mélange :

Les 3/8^e de la bouteille sont de l'air, le reste, donc 5/8^e, est un mélange :

- une moitié, qui est composée d'essence ;
- l'autre moitié, composée de sable et d'eau tiède chaude.

2° Mettre le tout dans une bouteille en verre, avec un chiffon ou quelque chose d'inflammable.

3° Allumer le bout du chiffon et lancer la bouteille le plus loin possible.

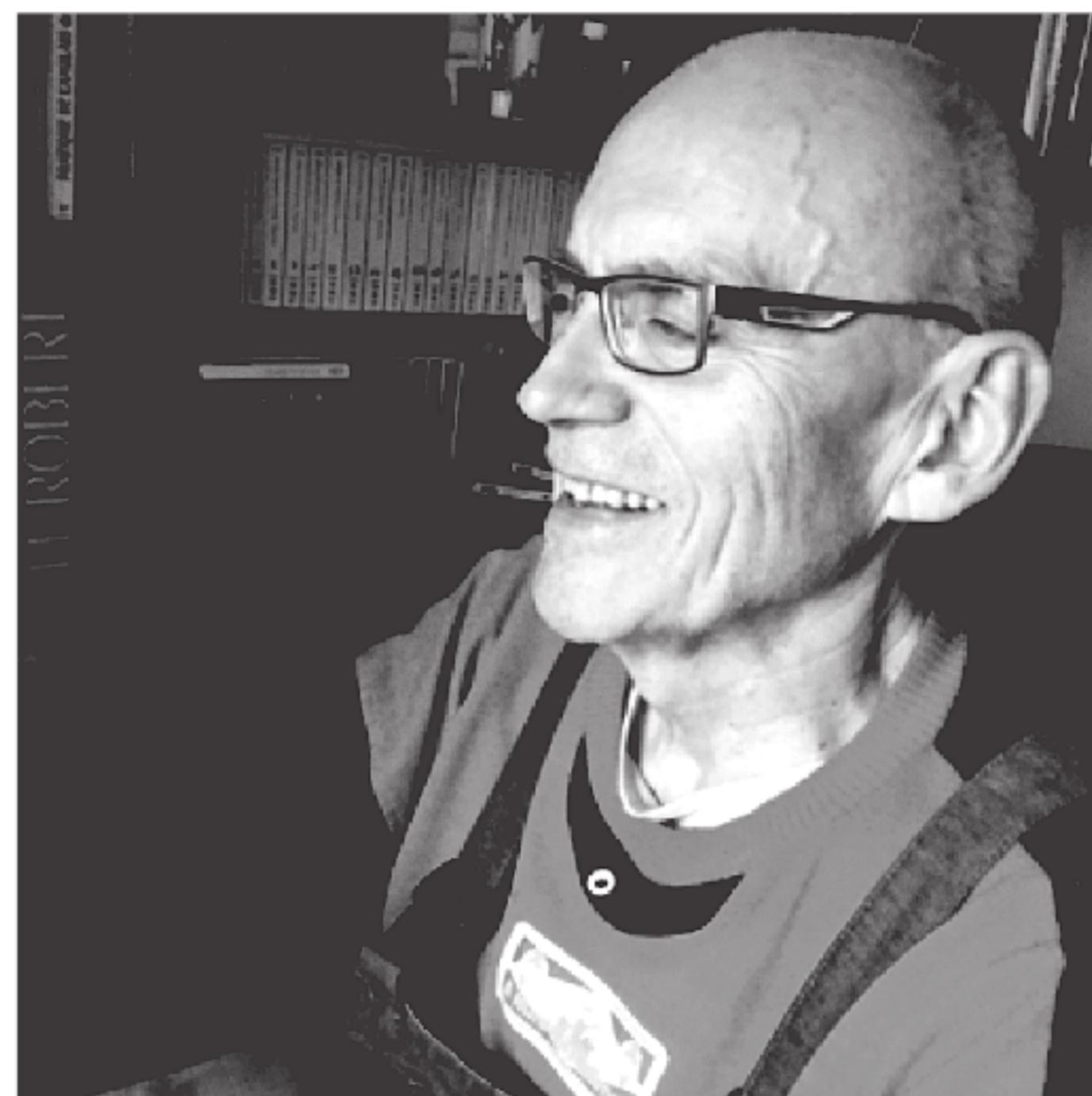
Salut Christian, salut camarade

Dès le début de *RésisteR!*, il y a tout juste 7 ans maintenant, tu as déboulé avec ton copain de Leyr, Nono, avec ton enthousiasme et ta joie de vivre, pour lancer ce petit canard dans la foulée du mouvement contre la réforme des retraites de l'automne précédent. Notre comité de rédaction est devenu un rendez-vous régulier à ne pas rater, et tu n'y es pas pour rien. Évidemment, déjà on mange et on boit... et là on peut dire que tu as assuré ces années durant. Pas comme nous avec nos pâtés lorrains de la boulangerie d'à côté ou nos tomates cerises industrielles du Carrefour-Market, toi tu arrivais toujours avec une quantité effrayante d'un pain excellent, des plats cuisinés maison, et du rioja. Du rioja ! On en est toujours venu à bout. Il faut dire que le comité de rédaction de *RésisteR!*, c'est quelque chose...

Tu n'es pas pour rien non plus dans la teneur des échanges politiques. Passons sur nombre de tes propositions d'illustrations d'articles dont le bon goût, comment dire... mais venons-en aux questions en débat. Avec tes positions de néoréformiste sincère et jovial (non, ça, on a dit qu'on ne le disait pas...), alors avec tes positions sincères et joviales, tu as quand même réussi à nous mettre la zone avec un

débat sur le management ! Le ma-na-ge-ment !!! Voilà, comme on n'a vraiment pas réussi à te convaincre que c'était un thème totalement moisi, comme tu as réussi à convaincre d'autres membres du comité que c'était important, eh bien, on en a fait un dossier spécial. Christian, vieille canaille !

En dehors de ce moment visible, et de tous les articles sur Leyr dont toi et ton pote nous avez gavés, nous avons eu de multiples échanges au sein du comité à propos de l'actualité, des luttes, des élections, des réformistes, des services publics... à diverger souvent, à nous empêcher parfois, mais à nous écouter toujours.



Ce sont ces moments-là qui vont nous manquer. Il y a neuf mois *RésisteR!* a perdu Jihel, maintenant c'est toi qui le rejoins. Bon les gars, c'est sympa mais on se retrouve de moins en moins nombreux à gérer la mise en page et le tirage de ce foutu *RésisteR!*, et la débrouille informatique et le pinard, tout ça baisse d'un cran.

On pense à vous, aujourd'hui on pense particulièrement à toi Christian, à tes proches, à tous ces gens dans les assoc que tu as côtoyés. On te garde là, près de nous, avec nous, pour continuer le combat.

Larmes à gauche

Cher·e·s abonné·e·s,

La vie est mal faite.

« Certes », nous rétorquera-t-on avec à-propos : «... sans quoi *RésisteR!* n'aurait pas lieu d'être ! »

Maire consolation.

Il paraît qu'à *Valeurs actuelles*, tout le monde se porte bien. Comme si ça ne suffisait pas, Jean-Michel Apathie, Michel Onfray, Éric Zemmour, Manuel Valls et Nadine Morano pétent le feu.

À *RésisteR!* en revanche nous mourrons les uns après les autres, avec l'obstination qui fait les conquêtes sociales.

Notre ami Jihel n'a pas soufflé sa première bougie dans l'au-delà que Christian vient de l'y rejoindre.

Christian nous l'aimions tendrement.

Mais nous avions conscience qu'il avait quelques défauts. Sans ce genre de clairvoyance l'amitié ne serait que de l'aveuglement et durerait trois ans, comme dirait un autre fâcheux qui se porte comme un charme.

Parmi ses défauts, Christian avait (que l'imparfait est cruel parfois...) celui d'avoir une organisation rigoureuse et... très personnelle. Et ce qui n'est rien, ou si peu, quand il s'agit d'affaires privées, peut s'avérer cocasse quand il s'agit de collectif.

Ainsi les abonnés à *RésisteR!* qui attendent leur livraison mensuelle ont été frustré·e·s le mois dernier et le seront encore cette fois-ci, car Christian a tellement bien rangé la liste qu'on ne la trouve plus... ?

On vous devine chers lecteurs et chères lectrices un sourire. Décidément, ce sont bien les meilleurs qui partent les premiers, et les autres qui sont toujours là, nous le prouvent en écrivant à des abonné·e·s dont la liste est perdue et qui par conséquent ne pourront pas lire ces quelques mots qu'on leur adresse...

On le sait bien, mais c'est plus poli de faire comme ça.

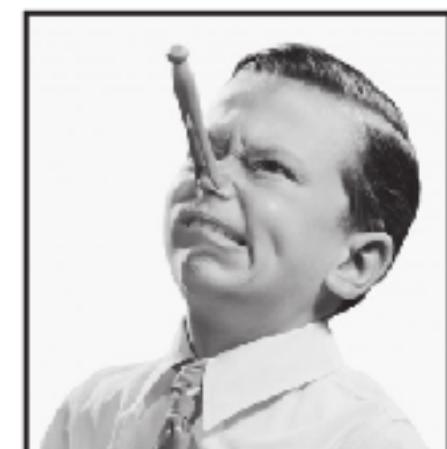
Surtout, ça nous donne l'occasion de penser à eux et d'écrire encore une fois leurs noms : Christian, Jihel.

On se console comme on peut.

La rédaction de *RésisteR!*

Relents d'égouts #7

Rubrique consacrée à l'actualité des conspis, des confus et d'autres cons... faisant, directement ou indirectement, le jeu de l'extrême droite.



Insoumis et patriote ?

La France insoumise a des démangeaisons à la patrie et cela ne transpire pas seulement dans son nom. Tout le monde se rappelle comment le tricolore est venu remplacer le rouge dans les rassemblements préélectoraux organisés autour de Mélenchon, ce qui n'est déjà pas un bon signal et rappelle de très mauvais souvenirs (cf. « Quand la gauche singeait le fascisme », RésisteR! #52, novembre 2017). Cette prise de distance vis-à-vis de l'internationalisme



Djordje Kuzmanovic

@Vukuzman

Porte-parole défense et international de @JLMelenchon et #FranceInsoumise Secrétaire national @PG international et défense #Patriote

Paris - Lens

djordje-kuzmanovic.fr

Inscrit en février 2011

affiche une belle constance en la matière et dont les errements éditoriaux devraient alerter celles et ceux des Insoumis qui ne sont pas totalement gagné·es par le nationalisme. Il s'agit de Djordje Kuzmanovic, représentant défense et international à la FI et au Parti de gauche, ancien officier de l'armée française... qui n'a manifestement pas totalement rompu avec les valeurs de sa carrière militaire. Kuzmanovic s'était déjà signalé par un affichage sur le site pro-Kremlin Sputniknews fin 2016 et ses prises de position tant vis-à-vis de Vladimir Poutine qu'à l'égard de Bachar el-Assad révélant un tropisme « anti-impérialiste » mal digéré, surtout orienté contre l'impérialisme états-unien mais aucunement sensible au piétinement des droits des peuples par la Russie ou la Syrie. Mais après tout, du côté des Insoumis, il n'est pas le seul, comme en

ouvrier trouve son origine dans la stratégie électoraliste de la FI, comme pour le PCF qui l'a pratiquée bien avant elle. Quand on pense que le changement politique passe par la prise du pouvoir d'État plutôt que par son renversement, on finit par attraper un strabisme qui fait voir le cadre national comme le cadre idéal. Et la pente est plus que savonneuse.

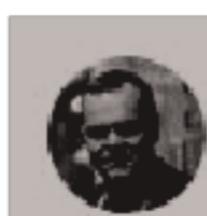
Il y a un porte-parole national de la FI qui

témoigne la chronique sur Le Media du 23 février où Claude El Khal renvoie dos à dos le régime syrien et les milices islamistes pour justifier, en creux, le bombardement des habitant·es de la Ghouta par le régime.

Évidemment, Kuzmanovic ne se contente pas de cette vision géopolitique particulière qui le fait converger avec une partie de l'extrême droite. Sur son profil Twitter, il s'affiche comme porte-parole de Mélenchon, etc., et... « #Patriote ». Et la patrie ne semble pas être une question mineure chez lui. Pour commémorer l'anniversaire de la publication du manifeste du Parti Communiste le 21 février dernier, il commente ainsi : « *Le spectre [communiste] hante toujours l'Europe, son ennemi aujourd'hui : les #Traités de libre-échange qui asservissent les peuples. Proletaires de tous les pays unissez-vous contre l'oligarchie.* » Exit la lutte contre le capitalisme, l'ennemi ce sont désormais l'UE et le libre-échange, et l'oligarchie qui vient aimablement remplacer la bourgeoisie. L'air de rien, on se rapproche tranquillement de la rhétorique de l'extrême droite.

Sans aller jusqu'aux positions de son ami (pro-Poutine) Jacques Sapir, qui avait revendiqué des convergences possibles avec le FN, Kuzmanovic discute avec tout le monde, y compris avec la droite très à droite. Il s'est ainsi illustré en accordant récemment une longue interview à Causeur, un torchon réactionnaire, où il aborde notamment la question de l'immigration. Et là, on se demande quand même à quoi il joue. Car le jeu qui consiste à « discuter avec tout le monde » ne peut qu'entretenir la confusion et légitimer la droite extrême. Faut-il être un·e gauchiste fini·e pour oser dire, en 2018, qu'on ne discute pas avec l'extrême droite et qu'on la combat ? Dans l'esprit de Kuzmanovic, c'est probablement le cas : quand on se revendique de la patrie contre l'oligarchie et les traités de libre-échange, la lutte contre l'extrême droite a forcément perdu de son actualité.

Raph



Djordje Kuzmanovic @Vukuzman · 21 févr.

Hommage aux deux soldats français morts aujourd'hui au #Mali dans le cadre de l'opération #Barkhane

Encore 2 victimes de l'inadéquation des matériels utilisés par nos soldats : tués par l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule insuffisamment blindé.
#LPM

7

40

51

✉

Grand bal des Communard·e·s

Samedi 17 mars 2018

Halle des Quais, Anciennes Brasseries
Rue des Brasseries, Maxéville

Buvette et grignotage sur place.
Participation aux frais: 7 Euros

Le 18 mars 1871 le peuple de Paris hissait le drapeau rouge sur l'hôtel de ville et proclamait la Commune.

Congédiant les nantis, les bourgeois et les curés, il instaurait un gouvernement populaire de justice sociale et de fraternité internationale.

Pendant 72 jours la Commune a semé l'espoir d'un monde d'émancipation et de justice, avant que la réaction triomphante ne massacre 30000 parisien·nes pour ramener l'ordre bourgeois. Mais ce massacre n'a pas réussi à faire taire ce magnifique espoir qui nous anime toujours.

Et malgré les trahisons, malgré les tentatives de faire disparaître cet événement de nos mémoires la flamme est toujours vivace. Pour peu que le vent de la révolte l'attise, elle deviendra un grand feu de joie.

Alors la Commune refleurira, et nous n'aurons pas fini de danser !

"Si je ne peux pas danser alors ce n'est pas ma révolution"
Emma Goldman

GRAND BAL DES COMMUNARD.E.S

PAT 7€



17 Mars 2018

A partir de 19h

Maxéville

Halle des Quais

(Anciennes brasseries)

Buvette & grignotage



19h Chorale des Sans Nom

20h La Fanfarone

21h Grand bal

avec l'Orchestre Benoit Przybyla

Contact : grandbaldescommunards@outlook.fr

CARNaval DE QUARTIER **NOS3MAISONS**

dimanche 18 MARS 2018

une journée carnavalesque
pour se jouer de la mascarade



PETIT·E·S & GRAND·E·S
préparons nos masques, nos surprises,
nos costumes et nos casseroles

RENDEZ-VOUS
à 15h sur le pont
Rue Dusaulx
pour une déambulation
dans nos rues



Lisez, écoutez... et participez à Manif'Est!

Encore des nouveautés sur le site Manif'Est! (manif-est.info): des reportages, des articles sur l'actualité des luttes à Bure, Metz, Nancy et ailleurs, des témoignages, des analyses.

Et aussi une série sur l'auto-radio: Le temps ne fait rien à l'affaire - Spécial 50ans de Mai 68. "Parce que mai 1968 n'est pas notre passé mais notre avenir Sidonie et Victor rencontrent Gépé. Gépé a fait sa rentrée en terminale à Nancy en septembre 1967. Or, plutôt que d'apprendre l'Histoire, il a décidé de l'écrire avec des tracts de la peinture et des cocktails molotov... 50 ans après il raconte entre deux morceaux de jazz."

Manif'Est! est un site d'informations alternatives et militantes, et surtout d'un site collaboratif : chacun.e peut y participer, y publier un article sur l'actualité ou un coup de gueule, mais aussi un enregistrement audio ou vidéo. Bien entendu, tout le monde n'y est pas tout à fait bienvenu: les racistes, sexistes et autres nationalistes peuvent aller se rhabiller.

Alors plus d'hésitation : on lit, on écoute et on écrit dans Manif'Est! Et on fait tourner l'info !

Cercles de silence

Nancy
samedi 31 mars
Place Stanislas
à 15 h

Pont à Mousson
samedi 8 avril
Place Duroc
à 10 h 30

15-16-17 mars : Week-end anticarcéral

- les 15 et 16, à la maison de résistance de Bure : arpентage (lecture collective) de "Milot l'incorrigible", ateliers d'écriture de lettres à des prisonniers, cartographie, projections, infokiosque ;
- samedi 17, au CCAN à Nancy : convoi depuis Bure, cantine, projection de "La mort se mérite", en présence du réalisateur Nicolas Drolc ;
- le 28 mars à Nancy à la librairie Quartier Libre, projection du film "Les 317" (documentaire sur les 317 gardés à vue en novembre 2015 lors de la Cop 21), en présence d'une personne du collectif.
voir <<https://vmc.camp>>

le 22 mars :
Grèves et
manifestations
dans la fonction
publique
pour des agents
reconnus et au
service de tous

15 avril : Zone de gratuité, MJC des Trois Maisons

Livres, jouets, vêtements enfants
organisée par les parents des écoles des Trois Maisons
à partir de midi (auberge espagnole)

Chacun.e apporte ce qu'il.elle veut donner
(propre et en bon état).

Chacun.e repart avec ce dont il.elle a besoin et envie.

le 01/04
GRÈVE
GÉNÉRALE
à l'appel
de la CFDT

prochain numéro : RésisteR! #55

resister@nancy-luttes.net

Comité de rédaction : 09/04/2018 - Date limite d'envoi des articles : 08/04/2018

Points de dépôt :

- * Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy
- * Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

* Tabac Merlin – 58, rue Isabey - Nancy

* Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy

Les Mots croisés de JLM

Horizontalement

- I - Grande victime de l'anthropocène capitaliste.
- II - Mal perçus.
- III - Habitude gouvernementales quant aux promesses. Tête de liste.
- IV - Sens. Satellites ou service sur le retour. A son stade.
- V - En anglais. De la balle pour la France. Fabrique de sièges.
- VI - Très titré si de marine. Pour en finir avec le précédent ?!
- Petite perfusion.
- VII - Loup anglais ludique. Décoration de collège. Exploratrice américaine.
- VIII - Après l'empire, cureton d'ambassade. Commune dans le Val d'Oise. Drôle de palindrome.
- IX - Les yeux du soleil. Petit dur.
- X - Jamais hier. Protections.
- XI - Petit dans l'eau de la piscine, par exemple. Court reçu. Parbleu.
- XII - Manifestation pure.

Verticalement

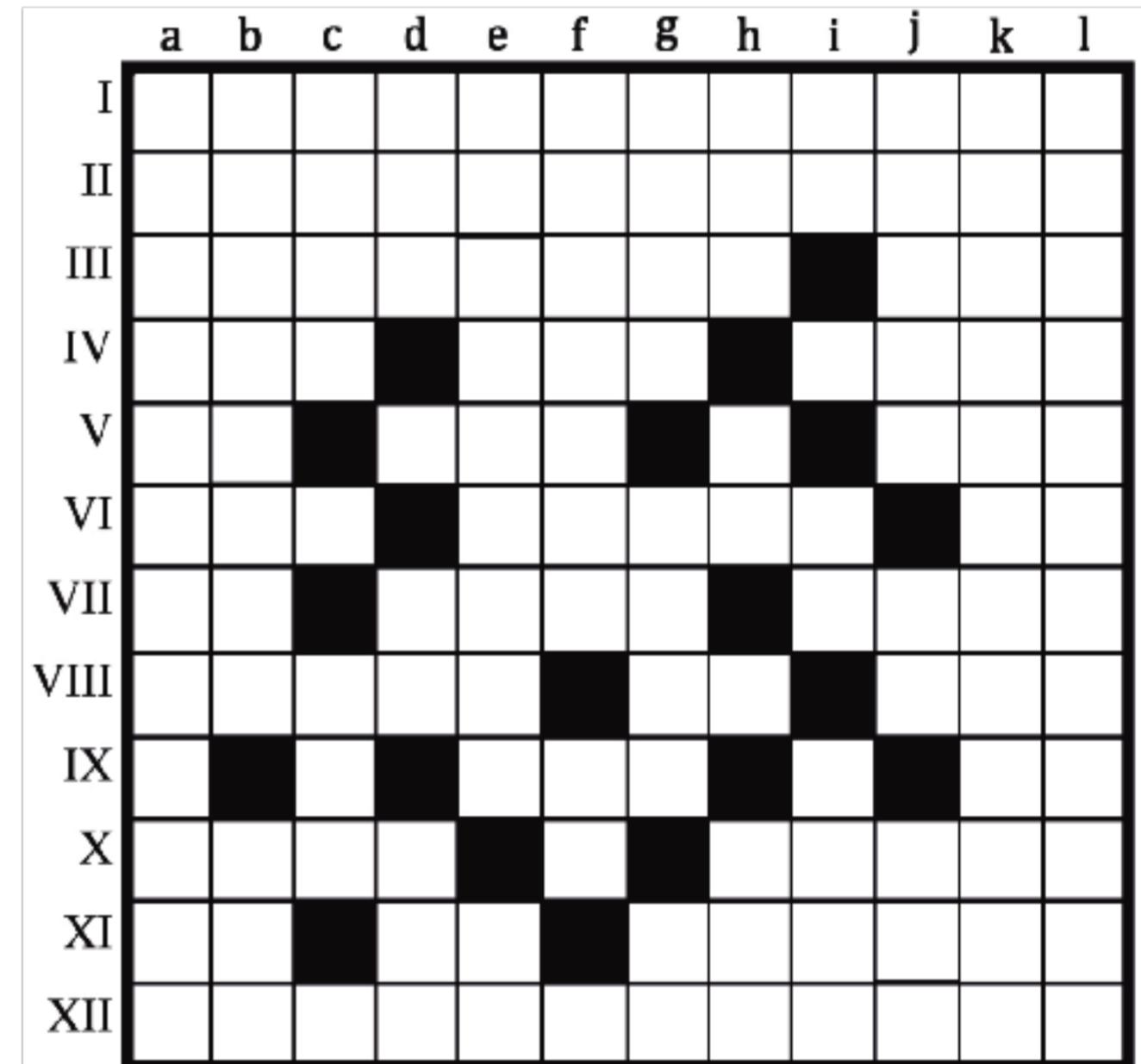
- a - Indispensable aux greffés.
- b - Utile au corps... si non parlementaire. Résistance arabe.
- c - La maison des insectes. Planche sur l'eau.
- d - Maquereau. Plus chaud à Hawaï qu'en France. Direction.
- e - Implicite. Petit facteur rouge.
- f - Il s'est fait la malle pour les bourgeois. Cardinal.
- g - Elle nage à contre courant. Suffixe personnalisant l'action. Elliptique pour Jacobi.
- h - Déesse marine du Nord ou chef d'œuvre japonais. Vieux chauffeur. Araignée.
- i - Oui. Fonction mathématique. Élément.
- j - Paix grecque. Réunion. Tape à l'œil.
- k - Contraction. Donne de fausses espérances en un sens.
- l - Travail forcé.

Solutions du numéro précédent

Horizontalement : 1 - GOUVERNEMENT 2 - RENINE 3 - EDITDE NANTES 4 - NI - AU - PT 5 - APPLICATEURS 6 - DELESCLUZE

7 - EIAR - LR 8 - NO - SE - SLUEIA 9 - EBAT - UN - OM 10 - SALOPIOT 11 - LA - MACONS 12 - PARADISIAQUE

Verticalement : a - GRENADES b - OEDIPE - OBAMA c - UNI - PLI - AL d - VITALE - STOLA e - ENDUISEE - PAD f - REE - CCI
 - SI g - NYALAS - OMS h - ENA - TURLUTAI i - NIEZ - UN - CA j - EST - UELE - COQ k - EPR - RIO - NU l - TSSTSS - AMUSE



SOLUTION
 du Mot Carré
 BEDRIAG
 ETIENNE
 DIAMANT
 REMUSET
 IXASLE
 ANNALES
 GETTESE